



Prévention de la radicalisation : La réponse publique

Claudie Baudino

chargée de mission, Comité Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation

Journée de sensibilisation autour de la radicalisation – ARS Ile-de-France,

Paris, 21 décembre 2017



1- Un cadre évolutif

- **23 avril 2014 : Le Plan d'action contre la radicalisation violente et les filières terroristes et circulaire du ministre de l'intérieur du 29 avril 2014**
 - Création et mise en place d'une plateforme nationale : le CNAPR – Centre National d'Assistance et de Prévention de la Radicalisation (gestion du numéro vert : 0800 005 696)
 - Mise en place des cellules de suivi (ou de prévention de la radicalisation et d'accompagnement des familles) auprès des préfets de département

- **9 mai 2016 : Le Plan d'action contre la radicalisation et le terrorisme et circulaire du Premier ministre du 13 mai 2016**
 - 80 mesures, dont 50 nouvelles et 15 de nature préventive
 - Le CIPD devient le CIPDR : Effectif X3 et FIPD X2

- **En cours d'élaboration et annoncé pour début 2018 : Plan national de prévention de la radicalisation**



2- Un enjeu majeur et partagé

- Repérer les situations individuelles de radicalisation pouvant conduire à la violence, et éviter le basculement des personnes identifiées avant la phase de recrutement ou de passage à l'acte
- La radicalisation :
 - « - **un processus** qui peut être graduel, progressif, individuel et collectif,
 - **consistant à adopter une forme violente d'action,**
 - **directement liée à une idéologie extrémiste** à contenu politique, social ou religieux qui conteste l'ordre établi sur le plan politique, social ou culturel »

Farhad KHOSROKHAVAR - La radicalisation, 2014



3- Le signalement : circuits et traitement

■ Pourquoi signaler ?

- Protéger l'intéressé et autrui
- Empêcher les départs sur zone de combat
- Donner de la visibilité au phénomène / Pouvoir évaluer les territoires les plus impactés
- Lever des doutes

■ Comment signaler ?

- CNAPR



- EMS

■ Qui signale ?

- Famille, amis, employeurs : environ 55% des signalements
- Autres : personnels de l'éducation nationale, travailleurs sociaux, professionnels de santé...



3- Le signalement : circuits et traitement

▪ Qui signaler ?

- Personnes radicalisées ou en voie de radicalisation
- Personne présentant tous les signes ou seulement quelques signes de radicalisation de nature à inquiéter la famille et l'entourage

▪ Les indicateurs de risque de basculement dans la radicalisation

- **Rupture** : avec l'environnement habituel, changement d'apparence physique, vestimentaire, identitaire, pratique religieuse hyper ritualisée et exacerbée. Perte des affects, déscolarisation, rejet de la famille, clivage exacerbé entre les hommes et les femmes.
- **Environnement personnel de l'individu** : image paternelle et ou parentale défailante, dégradée ou absente, environnement familial et social fragilisé, immaturité, instabilité, refus du compromis, anesthésie affective et insensibilité, imperméabilité aux critiques, revendications, provocations.
- **Discours** : Discours binaires et manichéens propres aux paranoïas collectives. Discours victimaire. Evoque des théories complotistes, conspirationnistes, apocalyptiques reposant sur la fin du monde, la sacralisation de la mort ou la haine des mécréants et l'antisémitisme. Vénération pour les terroristes.
- **Méthodes et techniques (dissimulation et endoctrinement)** : Changements réguliers de puces électroniques, fréquentations de sites Internet et de réseaux sociaux à caractère radical ou extrémiste. Communications intensives par SMS, courriels, twitts. Stratégie de dissimulation et de duplicité reposant sur une attitude d'apparence conformiste avec double discours.
- **Antécédents judiciaires** : Condamnation pénale et incarcération pour des faits tels que l'apologie, les menaces ou la provocation. Séjour dans un pays exposé au djihad.



3- Le signalement : circuits et traitement

- Qui et combien sont les personnes signalées ?

- ✓ 12926 signalé.e.s au total dont 5237 signalé.e.s CNAPR et 7948 signalé.e.s EMS
- ✓ Rapport majeur.e.s / mineur.e.s : 10887 majeur.e.s signalé.e.s soit 84,28 % et 2039 mineur.e.s signalé.e.s soit 15,77 %
- ✓ Rapport hommes / femmes : 9567 hommes soit 74,01 % et 3359 femmes soit 25,99 %
- ✓ Total et part des converti.e.s : 4350 soit 33,65 %

- Que devient un signalement ?

- Groupe d'évaluation

- Cellule de Prévention de la Radicalisation et d'Accompagnement des Familles - CPRAF



4- La prise en charge au sein des CPRAF

- La cellule de prévention de la radicalisation et d'accompagnement des familles : proposer une prise en charge adaptée à la personne signalée et à son entourage familial
- Animée par le Préfet, elle s'appuie sur les compétences locales : Police, Gendarmerie, Parquet, Protection Judiciaire de la Jeunesse, Education nationale, Pôle emploi, mission locale, ARS, représentants du culte...
- Le SG-CIPDR intervient en appui des acteurs locaux :
 - Une équipe dédiée : la cellule nationale de coordination et d'appui à l'action territoriale (mesure 34 du PART).
 - Une veille permanente
 - Une offre de formation adaptée

Le CIPDR développe une approche évolutive qui se ressource auprès des experts de terrain et des chercheurs et chercheuses.



5- Les logiques de la politique de prévention

➤ S'inspirer du terrain / évaluer les pratiques

Les enquêtes

- Une étude réalisée en collaboration avec le ministère de la santé auprès des préfetures en février 2017: **environ 20 % des suivis sont réalisés par des professionnels de santé mentale** dont 77% sont réalisés par des psychologues et 13% par des psychiatres.
- Une enquête réalisée auprès des Préfets en août 2017 a permis d'évaluer la mise en œuvre des deux instructions (janvier et décembre 2016) de la ministre de la santé et des affaires sociales.

Dans 70 % des départements, les référents radicalisation des ARS participent aux CPRAF.

Dans près de 60 % des départements, la cartographie des ressources a été élaborée ou sera disponible sous peu ;

Une vingtaine de préfetures signalent qu'un accord-cadre a été signé avec l'ARS ou est en voie de l'être ;

La quasi-totalité des départements aura effectué à la fin de l'année une ou plusieurs sessions de sensibilisation/formation à destination des professionnels de santé.



5- Les logiques de la politique de prévention

➤ **S'inspirer du terrain / évaluer les pratiques**

Le travail avec les grands réseaux (les fédérations ou associations nationales têtes de réseau)

- L'Association nationale des maisons des adolescents (ANMDA) et la Fédération des écoles des parents et des éducateurs (FNEPE) ont rédigé un « état des lieux des actions de la radicalisation », mesurant l'implication des acteurs locaux dans les actions de prévention
- Le Comité national de liaison des acteurs de la prévention spécialisée (CNLAPS) a élaboré un guide de « repères pour la pratique » relatif aux « cellules d'écoute et d'accompagnement des familles ».

➤ **Miser sur la formation et le développement des connaissances**

- Le rapport de la Fédération française de psychiatrie (FFP).
- Le financement de sessions de sensibilisation/formation à destination des professionnels de santé.
- La formation des agents de l'Etat et des collectivités locales.



6- Vers une implication plurielle des acteurs de la santé

- **Les professionnels de santé mentale sont des experts, des praticiens et des formateurs : ils / elles sont concerné-e-s à divers titres par la prévention de la radicalisation**
- **L'efficacité de la prévention de la radicalisation repose sur leur implication plurielle :**
 - ✓ Dans la compréhension du processus de radicalisation
 - ✓ Dans le repérage et la détection des personnes radicalisées
 - ✓ Dans la prise en charge des personnes radicalisées et de leurs proches
 - ✓ Dans le suivi des mineurs de retour



Pour en savoir plus

SECRETARIAT GENERAL DU COMITE INTERMINISTERIEL DE PREVENTION DE LA DELINQUANCE ET DE LA RADICALISATION

57, Boulevard des Invalides, 75007 PARIS

Adresse postale : Place Beauvau 75800 PARIS Cedex 08

Téléphone : 01 53 69 24 10

Courriel : claudie.baudino@interieur.gouv.fr ou cipdr@interieur.gouv.fr

Site internet : www.interieur.gouv.fr/SGCIPDR/CIPDR